

# Harkis: l'histoire sans fin...

Le groupe de travail installé par le gouvernement ne satisfait pas la communauté harkie. Pour qui le combat continue

Cinquante-six ans. Plus d'un demi-siècle que les harkis méritent un combat. Après celui sur le terrain qu'ils menèrent en se rangeant du côté de la France durant la guerre d'Algérie, c'est face aux gouvernements successifs, à la population, aux préjugés et à l'injustice qu'ils luttent. Depuis 1962, ces hommes et leurs familles tentent de faire reconnaître le drame qu'ils ont vécu et les conséquences sur leur vie. Grèves de la faim, pétitions, mobilisations en tous genres, les harkis, rejetés par la communauté nationale car considérés comme des immigrés mais également par les immigrés eux-mêmes qui les assimilent à des traîtres, ont vu leur sort évoluer lentement. De loi en prise de position, l'État français s'est régulièrement penché sur leur situation sans toutefois régler le problème définitivement.

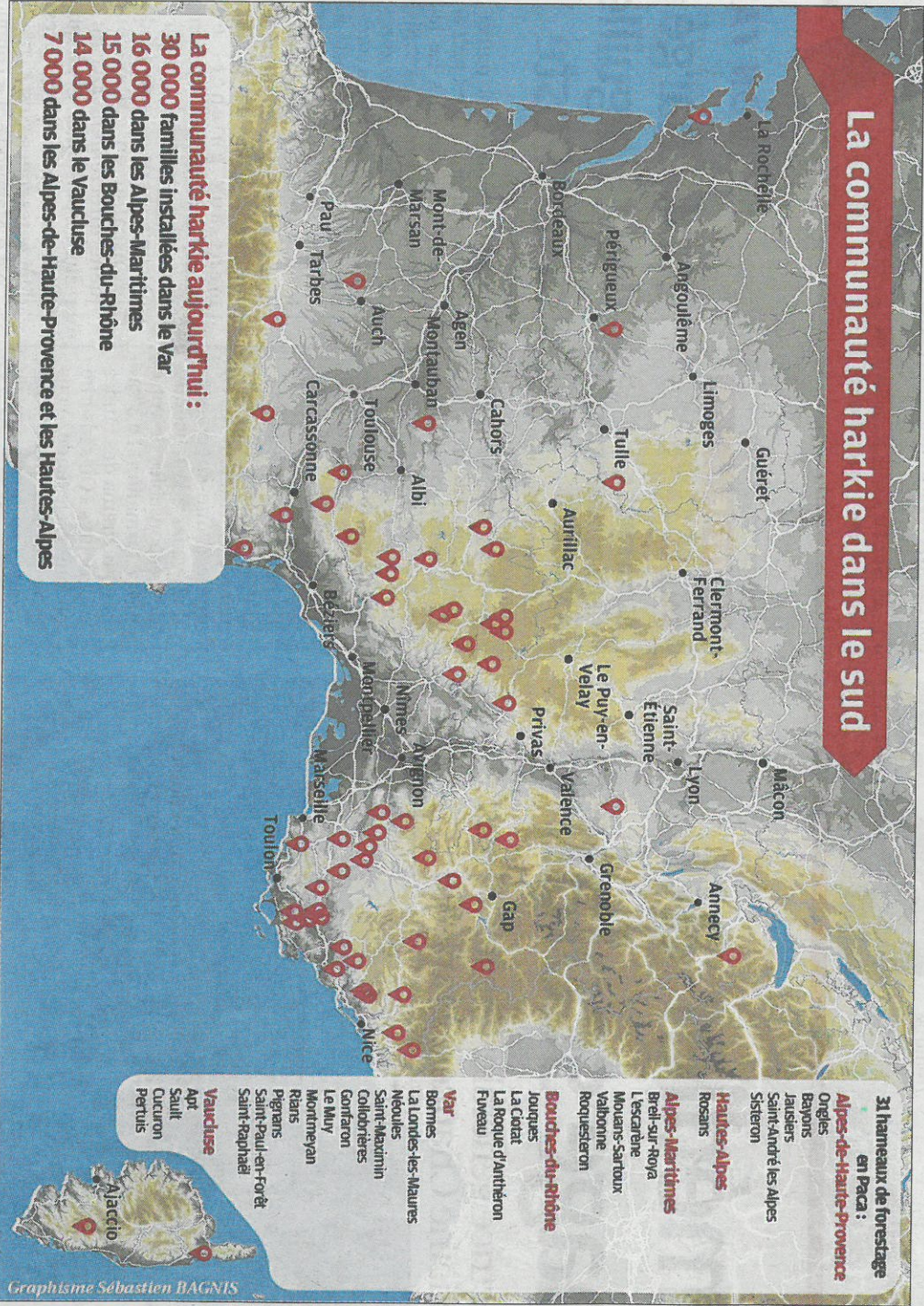
En septembre dernier, conformément à une promesse de campagne, Emmanuel Macron annonce vouloir mettre un point final. En janvier, un groupe de travail harkis (GTH) est constitué. La secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieu-secq, confie la présidence à Dominique Ceaux, préfet chargé d'une mission de service public. Son but est "d'évaluer les dispositifs de reconnaissance et de réparation existants" et de "prendre en compte la situation socio-économique des harkis" avant de "proposer des mesures afin de permettre la préservation de la mémoire et une réparation adaptée aux situations diverses que rencontrent les harkis et leurs familles".

Le groupe de travail, dont la dernière réunion s'est tenue mercredi dernier, était constitué de 22 personnes membres d'associations, de parlementaires, d'administratifs... Pendant sa constitution le groupe de travail mis en place par le gouvernement posait questions. Des personnalités contestables, une absence de publication au journal officiel et surtout une représentation inégale. En Provence Alpes Côte d'Azur, deux associations reconnues n'ont pas eu droit de citer: le collectif national justice pour les harkis basé à Peyrolles et Aracan de Manosque.

"Pourtant, on a travaillé sur un argumentaire dès septembre qu'on a envoyé en janvier quand la commission a été créée. On évaluait le préjudice en prenant tout en compte: échec scolaire, retraite, discrimination, vie dans les camps..." assure le coordinateur du CNDH, Khalel Klech et fils d'un sous-officier. 43 pages exhaustives et documentées basées sur la jurisprudence (notamment des victimes d'attentats) que le GTH n'a pas jugé bon de potasser. "On l'a mis en avant car la proposition de réparation était bonne", jure Boaza Gasmi président du comité national de liaison des harkis. Au fil des semaines, ce GTH dirigé par le préfet Dominique Ceaux a confirmé l'issue qu'on lui prédisait: "On ne fait pas un état des lieux en 3 mois"; s'insurge Khalel Klech. Il faut réaliser une vraie étude, avec des psychologues, des universitaires, des experts. Il faut lister les familles mais ça prend du temps. Les harkis de la commission ont compris qu'on les a baladés."

Pour Yamina Chalabi, coprésidente d'Aracan, "la réprobation dont les harkis et leurs familles ont fait l'objet semble avoir préempté toute logique de réparation notamment l'ensemble des préjudices subis et des traumatismes psychologiques. Au-delà des mots, nous attendons des actes. Cette question éminemment politique attend une réponse historique." On n'en prend pas le chemin...

Et maintenant? "L'État a toujours une dette envers les harkis. Mais tout l'argent du monde n'effacera pas les souffrances, affirme Khalel Klech. On ne réclame pas du favoritisme, juste d'être traité comme tout le monde. Quelles chances à un jeune de la troisième génération aujourd'hui? Et il y aura la 4<sup>e</sup>! Il faut arrêter maintenant!" Les associations de harkis envisagent de porter l'affaire devant la Cour européenne de justice. "Il ne reste plus que ça, on ne cédera pas, à un moment il faudra bouger", conclut Khalel Klech.



## La communauté harkie dans le sud

**La communauté harkie aujourd'hui:**  
**30 000 familles installées dans le Var**  
**16 000 dans les Alpes-Maritimes**  
**15 000 dans les Bouches-du-Rhône**  
**14 000 dans le Vaucluse**  
**7 000 dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes**

dant six mois, le préfet Ceaux a appris la France pour découvrir des personnalités et des lieux harkis. D'Ongles dans les Alpes de Haute-Provence à Puve en d'ans les Bouches-du-Rhône en passant par La Londe-Les-Maures (Var) ou Bias (Lot et Garonne), il a multiplié les déplacements et créé un espoir. Dominique Ceaux devrait rendre ses conclusions mi-juillet. Le 25 septembre à l'occasion de la journée d'hommage aux harkis, le président de la République Emmanuel Macron devrait

faire des annonces. Mais il est d'ores et déjà acquis que le résultat ne sera pas à la hauteur des attentes.

### "Les conclusions du préfet sont une insulte"

"Le préfet Ceaux nous avait demandé d'évaluer notre préjudice en termes de mémoire et de réparation, indique Boaza Gasmi, président du comité national de liaison des harkis et membre du GTH. On voulait faire appel à des experts, des médecins, des chercheurs... Car il faut évaluer les biens perdus en

Algérie, le détachement, la séquestration, l'absence d'égalité des chances... Nous lui avons remis plusieurs propositions. Ses conclusions sont une insulte! Ce n'est pas une réparation qu'il propose mais de l'aide sociale! Notre mécontentement est total."

L'État avance des contraintes budgétaires trop importantes pour une population potentiellement bénéficiaire estimée à 80 000 personnes sur un groupe social d'environ 500 000. Moins de 5 000 harkis sont encore en vie, le plus jeune étant âgé de 78 ans.

A l'issue de la réunion d'installation du groupe de travail en janvier, Geneviève Darrieu-secq avait remercié ses membres d'avoir accepté cette mission en leur lançant: "Il faut maintenant avancer et préparer l'avenir. Je vous demande d'être

## DES ASSOCIATIONS PROVENÇALES OUBLIÉES

### "On ne fait pas un état des lieux en 3 mois!"



Le préfet Dominique Ceaux présidait le groupe de travail harkis. /PHOTO S.D.

À 90 ans, Khelifa Aouachria conserve l'œil vif et le verbe haut. Et sa tête ne le trahit pas quand il s'agit de faire un bond de plus de cinquante ans en arrière pour se remémorer ce jour de novembre 1962 où il débarque à Marseille en provenance d'Aln Toutra, une ville du nord de l'Algérie. Il était secrétaire d'état-civil pour l'administration française avant l'indépendance. "Pour moi, c'était sauvé-qui-peut, raconte dans un français impeccable le vieil homme qui laissait sa femme et deux enfants pour fuir la persécution. Quand je suis arrivé, j'étais comme un chien errant, je ne savais pas où aller." Après une halte à Sainte-Marthe, alors qu'il rêve de la Suède car "la France était un trou pour moi", il rejoint Valence puis Nancy pour bosser dans des usines et une mine. Deux ans plus tard, on le prévient que sa famille l'attend dans un camp à Rivesaltes. Dans la foulée, les Aouachria filent à Manosque où ils s'installent dans la cité des quatre saisons. Le harki bossa à Cadrache. "Je faisais la balayette (sic) alors que j'étais plus compétent que certains employés de mairie à l'état-civil", tance-t-il. Sa famille vit un quotidien atroce. Khelifa Aouachria se souvient d'un garde "qui faisait son business sur notre dos", d'un facteur "qui ouvrait le courrier car il croyait qu'on était du FLN". L'homme parle en ancien franc quand il s'agit d'évoquer ce qu'on lui ponctionnait sur son loyer. Ce n'a pas non plus oublié ces bars qui lui refusaient l'entrée. "Je ne supportais pas l'injustice", confie-t-il. Pourtant, son parcours en est clafé. "C'est en France que j'ai connu la misère", estime-t-il.

## Trois générations portent le même héritage



Khelifa Aouachria (90 ans) et sa fille Nedjema (55 ans) ont connu la vie dans les camps et la discrimination. "On garde la tête haute", assure le patriarche. /PHOTO I.B.

frances, on nous a enseigné la discrétion. Je cherche encore ma place dans la société française. Pourtant, mes amis s'appelaient Christine, Isabelle..."

La femme, qui a vécu de plein fouet la discrimination de la 2<sup>e</sup> génération harkie, a eu deux enfants. L'un d'entre eux, Medhi (25 ans), a Bac +5. Aussi incroyable que cela puisse paraître, il porte lui aussi le poids du passé. D'une extrême pudeur, le jeune homme peine à se dévoiler. "Tu vis avec ça... avoue-t-il gêné. Au collège, on m'a traité de traître, de sale harki. Tout ça parce que mon grand-père a fait un choix, celui de combattre pour la France... Quelle force ils ont eu! Je suis fier d'eux et j'assume." Sa mère ajoute: "On ne sait pas quoi dire à nos enfants. On ne peut pas mettre de mots sur la souffrance, il y a forcément de séquences... J'ai sacrifié ma vie pour eux. Je les ai prévenus qu'il faudrait bosser deux fois plus que les autres."

Aujourd'hui, alors que l'espoir d'une reconnaissance et d'une réparation de l'État français s'évapore, la famille Aouachria ne croit plus vraiment à un geste. "Je suis fier d'être français, assène Khelifa Aouachria coprésident de l'association des rapatriés d'Afrique du nord (Aracan). Mes enfants ont tenu le coup. On a la tête haute mais la France, elle, a courbé l'échine. Nous voulons une justice. Jusqu'à quand ça va durer?" Mehdi conclut fataliste: "Une communauté disparaît dans l'indifférence." Mais avec une grande dignité.

### HISTORIQUE

**18 mars 1962** Les accords d'Évian mettent fin à la guerre d'Algérie. En Algérie, des dizaines de milliers de harkis sont persécutés, des familles entières massacrées.

**25 juillet 1962** Le Général de Gaulle indique que les harkis ne sont pas considérés comme des rapatriés mais des réfugiés.

**Entre 1962 et 1963** 60 000 harkis débarquent en France. Des camps dits de transit sont alors mis en place. Environ 70 hameaux de foresterie sont créés et une quarantaine de cités urbaines construites.

**1974** Une loi octroie au harki le statut d'ancien combattant.

**1994** Une loi admet que "La République française témoigne sa reconnaissance" 2001 "Notre premier devoir, c'est la vérité", affirme Jacques Chirac.

**2016** Français Hollande reconnaît la responsabilité des gouvernements français dans l'abandon des harkis.